



REGLEMENTATION DE CIRCULATION

Le Maire de la Commune d'Avermes (Allier)

VU les articles L. 411-1, L. 411-6, R. 411-18, R. 411-25 du Code de la Route,

VU les articles L 2213.1 et L 2213.2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la demande de travaux émise par Mr Grégoire BARDET, sis, 7 rue de la République concernant la livraison de béton par camion-toupie de l'entreprise BML, sise, 17 rue Nicolas Rambourg 03400 Yzeure.

CONSIDERANT qu'il convient, pour des raisons de sécurité de réglementer la circulation et le stationnement au 7 rue de la République, afin de procéder à la livraison de béton par camion-toupie au bénéfice de Mr Grégoire BARDET.

ARRETE

Article 1 : Le **mardi 23 septembre 2022**, les usagers ainsi que les riverains, circulant sur la voie précitée, sont tenus de se conformer à la réglementation provisoire mise en place tout le long de la chaussée.

Ils devront en outre, adopter une vitesse limitée à 30 km/h sur toute la partie des travaux, avec réduction de voie à hauteur du chantier. Les véhicules intervenant sur le chantier sont autorisés à stationner sur le trottoir pendant le temps des travaux, afin de préserver l'accès au trottoir l'entreprise prendra les mesures nécessaires pour baliser et sécuriser les véhicules et la zone de chantier. Le stationnement de tout autre véhicule est interdit pendant le temps de l'intervention, la circulation des piétons s'effectuera sur le trottoir opposé. Si nécessaire un alternat manuel pourra être réalisé, afin de préserver au mieux le droit de passage des riverains.

Article 2 : L'entreprise prendra à sa charge, au droit et abord du chantier, la signalisation et sera rendue responsable des accidents corporels et matériels qui pourraient survenir au cours ou du fait de l'exécution des travaux. La signalisation permanente sera adaptée simultanément pour être en cohérence avec la signalisation temporaire. La remise en état du chantier devra se faire à l'identique en respectant les consignes du service technique de la commune.

Article 3 : Les contraventions au présent arrêté seront constatées et poursuivies, conformément aux lois en vigueur. Le présent arrêté est applicable dès l'affichage.

Article 4 : La directrice générale des services de la mairie, le responsable de la police municipale, le responsable des services techniques, monsieur le directeur départemental de la sécurité publique de l'Allier à Moulins sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise au préfet de l'Allier.

Article 5 : Le maire,

-Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

-Précise que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de 2 mois à compter de la présente notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

P/O

Le Maire,

Carine PANDREAU

Adjointe déléguée